

9. CAUSES DE LA CORRUPTION CHEZ LES FILLES A L'ECOLE

**Ablan Anne-Marie Ettien, N'Dasso Flore Ben-Bac Bende,
Kouakou Armand Konan,**

Résumé

L'existence de la corruption dans la société en général (détournements de deniers publics, etc.), en milieu scolaire en particulier (faux diplômes, inscriptions frauduleuses et attributions de bourses aux non méritants, etc.) décrite par les études antérieures, nous amène à cerner son influence sur l'éducation des filles dans l'école ivoirienne. Selon notre hypothèse, l'ignorance, la pauvreté et le désir de réalisation sociale sont les causes de la corruption. Les approches qualitatives et quantitatives ont servi de base pour collecter les données auprès de 789 enquêtés sur un effectif de 7 890 élèves et encadreurs, du 15 -19 janvier 2007.

Nous retenons que la définition de la corruption apparaît ambiguë pour les élèves, contrairement aux autres acteurs de l'école et les pratiques semblent peu connues. La recherche de diplômes, surtout le souci des pressions environnementales et la pauvreté stimulent en chacun la recherche d'un mieux-être qui conduisent à la corruption. Quel que soit le site d'enquête, le phénomène a quasiment la même ampleur. Les procédures de recrutement et d'évaluation des élèves sont généralement remises en cause. Cette corruption fait baisser la qualité de l'éducation et détériore l'image de l'école ivoirienne d'où le désir de le voir éradiquer par la sensibilisation et la création de cellules de lutte dans les écoles.

Mots clés : Scolarisation des filles, Corruption, Education, Côte d'Ivoire.

Abstract

This study has been undertaken to assess the influence of corruption on girls' education in Côte d'Ivoire. The investigation took place in secondary schools on a target population of 789, including 719 students, 57 teachers and 13 administrators, in four secondary schools in Abidjan and two in Bingerville, from 15 to 19 January 2007.

Results show that, unlike the other educational actors, the definition of corruption appears more ambiguous to students. Consequently, the methods of fighting such corruption are little known. Whatever the respondents' areas of origin, the scale of the phenomenon is practically the same.

The reasons given to justify the practice of corruption are the fear of failing examinations and the need for a certificate. The procedures for student enrollment and evaluation are generally called into question.

Compared to boys, girls are more exposed to this practice, especially girls within the 15-19 age group, because of the teenage crisis, but mainly because

of the fear of examination failure. Factors that account for such practices include the environment, ambition, living conditions and poverty.

This situation affects students and, in particular, girls' education and damages the quality of education in the Ivorian educational system. Eradicating the phenomenon through the increase of public awareness and the creation of units to fight corruption in schools is the challenge facing educational authorities.

Keywords : Girls' schooling, Corruption, Education, Abidjan, Côte d'Ivoire.

Introduction

L'accumulation de l'argent pour la constitution ou l'augmentation du capital est devenue l'objectif de l'humanité toute entière. L'atteinte de cet objectif passe par la recherche effrénée de l'argent, quelle qu'en soit la provenance. Cet état de fait conduit les individus à adopter certains comportements tels que la violence, le non-respect des lois, l'injustice et la corruption.

La corruption devenue un phénomène mondial, touche aussi bien les pays industrialisés que les pays du tiers-monde. Aussi, faut-il noter que, vu le niveau de développement des pays africains, ils apparaissent comme les pays les plus corrompus (Rapport sur le Développement humain, 2003). La corruption sape alors la morale de toutes les couches sociales. C'est dans la perspective de comprendre ce phénomène, de freiner cette dégradation morale ou de trouver des solutions à son éradication que des études ont été menées dans plusieurs domaines (Lanoué, 2000 et Montcho, 2004).

En effet, synonyme de « manque d'intégrité morale, » la corruption prend des proportions inquiétantes. Elle se définit par l'utilisation d'une charge publique pour un gain privé. Elle s'exprime sous différentes formes, selon les secteurs d'activités. En milieu scolaire, les formes les plus caractéristiques se situent aux niveaux économique (pot de vin, pourboire, etc.), sociopolitique (trafic d'influence, droit de cuissage, etc.), et pédagogique (notes de complaisance, recrutement parallèle, etc.). Certes, comme l'a dit Dieter F. (1999) : « même si la corruption a toujours existé, au cours de ces dernières années, elle est devenue un véritable phénomène de société ».

Selon une étude réalisée en 2002 par l'Union Africaine, le coût de la corruption est estimé à 148 milliards de dollars par an pour les pays africains (Banque Africaine de Développement, 2003). La corruption aspire des ressources économiques importantes telles que les possibilités d'investissement, vers des usages non productifs et réduit les chances d'atteindre les objectifs de l'éducation pour tous. L'école étant plongée

dans la société, elle ne peut qu'en ressentir les effets (Tetchiada, 2004).

Rares sont les systèmes scolaires qui ne souffrent pas aujourd'hui de corruption. A Madagascar, Razafindrakoto, Razafimamonjy, Razafindrazaka et Roubaud, (2005) soutiennent que la corruption est considérée comme un mal crucial. Au sein des services sociaux par exemple, l'éducation vient en deuxième position après la santé. Au Mali, la situation scolaire et universitaire est très préoccupante. Selon le Mouvement pour l'Indépendance, la Renaissance et l'Intégration Africaine Malien, le phénomène de la marchandisation de l'éducation et la fraude dans les établissements d'enseignement constituent un danger pour l'essor de l'école malienne et détruisent les efforts consentis ainsi que l'espoir de développement, (Takiou, 2006). Par ailleurs, selon le président de la Fédération Nationale des parents d'élèves du Mali, la corruption à l'école serait encouragée par la facilité, la paresse intellectuelle, l'insouciance du lendemain et l'absence du goût des études.

De même, selon une étude de l'Association Nigérienne de Lutte contre la Corruption (ANLC/TI 2004), portant sur la corruption dans l'enseignement supérieur, l'éducation se retrouve en première position de tous les secteurs corrompus. Les pratiques les plus visibles sont la falsification de bulletins de notes et la gestion des établissements durant la période de la rentrée scolaire, les examens et concours, les attributions de bourses, etc. Quant au Bénin, Gbaguidi, (2006) soutient que la pauvreté et le cadre de travail très peu enviable de l'enseignant sont en général les facteurs explicatifs des pratiques de corruption en milieu scolaire.

Pour Transparency International (2005), l'école au Cameroun souffre de plusieurs maux dont la paresse de ses élèves, la recrudescence de pratiques «mafieuses», les effectifs pléthoriques et la désaffection des enseignants et les détournements de frais de scolarité. Aussi, selon Samba Sow (2006), la corruption en Guinée se présente-elle sous la forme du mercantilisme. En effet, chefs d'établissement et professeurs participent, de près ou de loin à cette opération qui a des conséquences néfastes sur le système éducatif et la société toute entière. Car ces élèves, cadres de demain, se retrouvent en classe supérieure sans avoir le niveau.

En 2003, le Rapport sur le Développement Humain a démontré que le Burkina Faso, autrefois réputé pour son intégrité, sa droiture morale et la modestie de ses hommes, connaît aujourd'hui un développement de la corruption à tous les niveaux y compris dans le secteur de l'Education. LA corruption prend la forme d'une course à l'enrichissement illicite, avec pour conséquence la perte des valeurs morales. La remise d'un billet en échange de service rendu dans un cadre strictement professionnel tend à devenir un comportement habituel peu connu des générations précédentes. L'ampleur de ce phénomène a amené certains observateurs

de la société burkinabé à soutenir que le pays serait assis sur une poudrière sociale dont la mèche est la corruption.

En Côte d'Ivoire, les pratiques de corruption en milieu scolaire sont plus récurrentes lors des inscriptions dans les établissements scolaires et des évaluations (tricherie, fraude durant les examens, faux diplômes, etc.).

Tous les acteurs de l'école sont concernés par ces pratiques au sein du système (Lanoue, 2000). Bien que la pauvreté et le faible niveau des revenus des individus soient généralement considérés comme causes importantes de la corruption dans l'éducation, d'autres causes telles que le manque d'intégrité personnelle, les faibles rémunérations des agents de l'Etat, etc., concourent à l'émergence du phénomène. Les victimes sont les populations issues des couches sociales défavorisées. Cette corruption met face-à-face différents acteurs de l'école dont des correcteurs et des parents d'élèves qui ont pour souci, la réussite de leurs enfants ou des intermédiaires qui entreprennent des démarches auprès des correcteurs. Des groupes d'enseignants ou de complices se forment également pour offrir des services de fraudes et promettre le succès à l'examen aux élèves. Les sommes exigées en général varient selon l'objectif recherché.

Pour lutter contre la corruption, les actions sont variées. L'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) et l'Union Africaine, en 2002, ont élaboré une convention anti-corruption. Au niveau de chaque pays, une organisation est mise en place pour freiner le phénomène. Au Mali, une invitation est faite aux partenaires de l'école pour rétablir les établissements scolaires dans leurs rôles originels de lieux d'études et de préparation à la vie, ainsi qu'aux médias à jouer leur rôle pour éradiquer ce fléau qui ronge l'école. C'est dans cette perspective que le Bénin a, pour sa part, mis l'accent sur la vulgarisation des textes réprimant la corruption en milieu scolaire et l'amélioration du niveau de vie des populations (Gbaguidi, 2006).

Au Cameroun, selon Transparency International (2005), la lutte contre la corruption en milieu éducatif où celle-ci est en passe de "s'institutionnaliser", est le fait des pouvoirs publics. Ces derniers ont mis en place deux commissions dont une commission d'inscription des élèves et de cellules d'études des dossiers d'admission et une commission d'attribution des marchés aux établissements, présidée par des personnalités indépendantes et de la société civile. Par contre, au Burkina Faso, la lutte contre la corruption semble relever plus du discours que d'une réelle volonté des autorités politiques d'en réduire l'ampleur. Les pratiques corruptrices seraient, pour la plupart, encouragées par l'impunité, le manque de volonté politique et le laxisme des autorités.

En Côte d'Ivoire, les actions de lutte contre la corruption visent plus la dénonciation et la sensibilisation des acteurs en général. Aussi faut-il souligner la rareté des études sur la perception et les pratiques corruptrices en milieu scolaire et de façon spécifique sur l'éducation. Malgré ces

différentes solutions envisagées, la corruption demeure et prend de l'ampleur dans tous les secteurs d'activité. Cette situation pourrait compromettre les efforts consentis en faveur de l'amélioration de l'éducation déjà fragilisée par la sous scolarisation des filles (51 %) au niveau national selon l'Unicef (2007) et de son dysfonctionnement du fait de la crise sociopolitique qui perdure. Des actions plus spécifiques passent par la perception du phénomène à l'école et son influence sur l'éducation.

A travers cette contribution, nous nous proposons de rompre avec la rareté, voire l'inexistence d'études sur la corruption des filles à l'école. En d'autres termes, qu'est-ce que la corruption pour les acteurs de l'école ivoirienne? Quels sont les manifestations et les facteurs qui favorisent la persistance de ce phénomène ? En quoi pourrait-elle constituer une entrave à l'éducation de la fille ?

Cette étude, réalisée d'octobre 2006 à mars 2007, s'inscrit dans le cadre de la deuxième édition du programme ROCARE¹ des petites subventions pour la recherche en éducation. Elle vise à cerner l'influence de la corruption sur l'éducation des filles puis à proposer des actions susceptibles de guider les décideurs dans la lutte contre ce phénomène. Sa réalisation a été possible grâce à un appui financier de la Coordination Régionale du ROCARE et de ses partenaires.

Le présent article extrait de l'étude susmentionnée, porte sur les causes de la corruption chez les filles à l'école.

Le choix de la fille s'explique par le fait qu'elle constitue la frange de la population fragilisée par la sous scolarisation. C'est pourquoi depuis plusieurs années, les institutions nationales (CPEF),² internationales (UNICEF) et les Organisations Non Gouvernementales (UNGEI-CI),³ mènent une lutte pour l'égalité des chances entre filles et garçons. De plus, l'école est le lieu par excellence de la transmission des connaissances et de la pérennisation des valeurs sociales et humaines. L'existence de la corruption à l'école pourrait compromettre les actions et les objectifs en faveur de l'amélioration de l'éducation et surtout de la scolarisation des filles. Nous sommes partis de l'hypothèse que l'ignorance et le souci de réussite sociale sont les causes de la corruption. En effet, moins les enquêtés ont une aptitude à définir la corruption, plus ils s'y adonnent. Et plus ils sont animés par le désir de réussite sociale, plus ils sont enclins à la corruption.

La théorie de l'équité sert de base d'analyse des données afin de mieux appréhender la pertinence des hypothèses au centre de nos préoccupations. Selon Fischer (1996), la théorie de l'équité élaborée par Adams dans les années 60, repose sur l'idée que les hommes recherchent une compensation équitable à leur effort. L'individu calculerait donc un «score» pour lui-même et pour autrui, afin d'y déterminer une justice sociale. Pour Fischer (1996), l'équité est « une norme de réciprocité

1- Sources: travaux de terrain, novembre-décembre 2006.

2- Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education.

3- CPEF : Cellule de Promotion de l'Education des Filles

perçue par chaque partenaire comme un facteur essentiel de l'échange, dans la mesure où elle produit un sentiment de satisfaction directement lié à la forme équilibrée de l'interaction. » La perception d'iniquité serait à la source d'attitude aversive et de comportement d'ajustement adoptés.

Cette théorie semble prédire les comportements dans les cas de sous-distribution. Appliquée à la présente étude, cette théorie illustre bien que la « personne » est celle qui est sensible à l'injustice ou à l'équité et « l'autre », une autre personne ou groupe de personnes pris comme référence. Ainsi, chaque individu a une représentation mentale et inconsciente de ses apports à la société et de ceux des autres. Et le constat de différence de traitement dans la perception du salaire crée un sentiment d'iniquité générateur de tension qui peut favoriser l'attitude positive à l'égard de la corruption.

En effet, l'élève ou l'enseignant peut estimer qu'il ne tire pas suffisamment profit de ce qu'il apporte comme investissement intellectuel ou professionnel. Alors, il peut tendre à se payer lui-même par le truchement de la corruption, en développant une attitude favorable vis-à-vis de celle-ci. Aussi peut-il s'y adonner par comparaison sociale à un ou plusieurs de ses collègues qui, à qualités professionnelles ou intellectuelles égales, bénéficient d'un meilleur traitement.

Pour cette étude, les données ont été recueillies dans six établissements mixtes et féminins du District d'Abidjan, plus précisément dans la commune populaire de Yopougon, la commune résidentielle de Cocody et dans la commune moyenne de Bingerville (tableau 1).

Tableau 1 : Répartition des enquêtés

	Enseignants		Administration		Elèves		Total
	F	G	F	G	F	G	
Lycée municipal Yopougon	1	10	1	1	55	124	192
Lycée Jeunes filles Yopougon	4	6	2	1	111	-	124
Lycée Sainte-Marie	5	5	2	1	95	-	108
Etablissement Jean Piaget	3	3	1	1	21	19	48
Lycée Mamie Faitai Bingerville	3	5	1	1	172	-	182
Collège moderne Bingerville	6	7	1	1	59	61	135
Total	57		13		719		789

L'étude s'intéresse aux acteurs directs de l'école qui vivent au quotidien les problèmes de cette institution. Les approches quantitative et qualitative

ont servi de base pour la collecte des données. Les entretiens ont permis d'identifier les formes de corruption ainsi que les facteurs favorisant ce phénomène chez les filles à l'école. Quant au questionnaire, il a servi à appréhender le niveau de connaissance du phénomène par les enquêtés. Ainsi, du 15 au 19 janvier 2007, cinquante sept enseignants et treize membres de l'administration ont été soumis à des entretiens individuels, puis vingt-et-une focus groups et 719 questionnaires d'une durée de 30-45 minutes ont été adressés aux élèves, soit un total de 789 enquêtés. Les résultats indiquent différentes formes de corruption chez les filles à l'école.

Les données montrent que les formes de corruption les plus répandues sont les notes de complaisance (61,9 pourcent), le droit de cuissage (59,1 pourcent) et le favoritisme (46,3 pourcent) des réponses. Ces pratiques trouvent en général leur origine dans différents facteurs (tableau 2 et 3).

Tableau 2 : Les différentes formes de corruption à l'école

	Très répandu		Peu répandu		Pas répandu		Ne sais pas		Total	
	VA*	VR*	VA	VR	VA	VR	VA	VR	VA	VR
Favoritisme	333	46,3	146	20,3	56	7,8	184	25,6	719	100
Trafic d'influence	210	29,2	234	32,5	65	9,0	210	29,2	719	100
Droit de cuissage	425	59,1	74	10,3	59	8,2	161	22,4	719	100
Recrutement parallèle	173	24,1	232	32,3	75	10,4	239	33,2	719	100
Note de complaisance	445	61,9	112	15,6	27	3,8	135	18,8	719	100
Pot-de-vin	157	21,8	188	26,1	132	18,4	242	33,7	719	100

VA = valeur absolue ; VR = valeur relative

Source : Rapport sur «Corruption en Milieu Scolaire et Education des Filles, Abidjan, Côte d'Ivoire, 2006.

Tableau 3 : Les causes de la corruption

	1 ^{ère} cause		2 ^{ème} cause		3 ^{ème} cause		Ne sais pas		Total	
	VA	VR	VA	VR	VA	VR	VA	VR	VA	VR
Système sélectif	224	31,2	163	22,7	114	15,9	218	30,3	719	100
Recherche de notes	551	76,6	61	8,5	20	2,8	87	12,1	719	100
Réussir aux examens	545	75,8	66	9,2	26	3,6	82	11,4	719	100
Pas studieux	288	40,1	144	20,0	107	14,9	180	25,0	719	100

Source : Rapport sur «Corruption en Milieu Scolaire et Education des Filles, Abidjan, Côte d'Ivoire, 2006.

La corruption chez les filles à l'école s'explique par la recherche de notes (76,6 %), le souci de réussir aux examens (75,8 %) et le manque d'effort (40,1 %) des réponses. Compte tenu de la délicatesse de la question de corruption, nous avons constaté souvent des réserves dans les propos de nos enquêtés. L'examen de ces résultats présente la corruption à l'école à la fois sous formes financière, sexuelle et pédagogique. La forme financière se manifeste par les pots de vin qui consistent d'une part, pour la fille, à se rendre ou à inviter son encadreur à un endroit convenu, afin de lui offrir une somme d'argent ou un présent en compensation d'un service sollicité ou déjà rendu. D'autre part, l'encadreur s'adonne à la vente de fascicules, de notes, ou de moyennes aux élèves à des prix variables selon les objectifs recherchés.

Pour ce qui concerne la forme pédagogique, elle se caractérise par l'obligation pour l'élève de suivre des cours particuliers afin de voir ses notes augmenter et les recrutements parallèles. Couramment appelés cours de renforcement, ces cours sont initiés par des enseignants à l'endroit des élèves dont les bénéficiaires tirés sont fonction des buts visés par chaque partie. Les recrutements parallèles quant à eux, sont le fait des chefs d'établissement qui, en début d'années scolaires, favorisent l'accès aux établissements à des élèves ou même à des encadreurs n'ayant pas la capacité requise.

Enfin, la forme sexuelle de la corruption s'exprime par le droit de cuissage, le trafic d'influence et le favoritisme. Le droit de cuissage est le fait pour la fille, d'entretenir des rapports sexuels avec des enseignants, des encadreurs ou même des élèves pour obtenir des faveurs. Quant au trafic d'influence, il se manifeste par un abus d'autorité ou de pouvoir de l'enseignant ou de l'encadreur exercé sur la fille dans l'objectif de satisfaire

un besoin qui peut être matériel, financier ou sexuel. Le favoritisme s'exprime par des faveurs ou privilèges accordées à certaines filles du fait des liens de parenté ou d'amitié entre elles et les encadreurs ou encore du fait des pressions familiales.

Ces pratiques ont lieu tout au long de l'année scolaire mais surtout en période d'examen. Et les causes sont appréhendées à la fois au plan éducatif, socioculturel, économique et politique.

Au plan éducatif, même si la majorité des enquêtés a entendu parler de la corruption, il n'en demeure pas moins que la définition et les actes de corruption à l'école soient peu connus. En effet, seulement 35,6 pourcent des élèves enquêtés donnent une définition claire et exacte de la corruption comme étant le fait pour un enseignant, un chef d'établissement ou un élève de satisfaire ses besoins (matériel, financier et sexuel etc.) par des moyens illégaux. La majorité des réponses des enquêtés, soit 64,4 pourcent sont basées sur certaines expressions telles que «ramollissement», «caillou» «contexte», «fait nous faire», «qui donne reçoit⁴», etc., puisées dans le langage populaire.

Au plan socioculturel, les enquêtés identifient les liens de parenté ou d'amitié, qui s'expriment souvent sous la forme de pression sur les professeurs et les membres de l'administration. Parfois, au nom de l'amitié ou de la parenté, élèves et parents sollicitent auprès des enseignants ou membre de l'administration scolaire, l'obtention de faveur (place, note, moyenne, réussite aux examens etc.). En outre, pour satisfaire aux exigences des parents ou pour éviter leur sanction, les filles sont obligées de tout mettre en œuvre pour leur faire plaisir quel qu'en soit le prix. Naissent alors des pratiques telles que le harcèlement sexuel, les pots de vin, les cours particuliers afin de voir ses notes augmenter et passer en classe supérieure.

Toutes ces manifestations s'expliquent surtout par une influence de son environnement social. La facilité, le mimétisme (effet de mode), les pressions environnementales, les stéréotypes, les ambitions, la pauvreté et la nature de l'homme même, deviennent donc des facteurs explicatifs de la corruption. En un mot, la perte des valeurs morales, sociales, culturelles et religieuses concourent à l'émergence de ce phénomène.

Au plan économique, les enquêtés identifient la pauvreté, les faibles revenus et/ou leur utilisation non rationnelle comme causes de la pratique de la corruption chez les parents, les enseignants et les membres de l'administration. Les enseignants et le personnel administratif adjoignent à ces causes suscitées, la crise sociopolitique, qui secoue le pays depuis

4- UNGEI : Initiative des Nations Unies pour l'Education des filles.

2002⁵ et le chômage qui crée de mauvaises conditions de vie chez toutes les couches sociales et surtout l'augmentation des charges familiales et sociales. Cet état de fait a des conséquences sur la fille qui, pour combler le manque est prête à tout.

Au plan politique, la corruption est due à l'impunité des acteurs (parents d'élèves, membres de l'administration, enseignants et élèves) et à l'abus de pouvoir du fait de la non application effective des lois. Le contenu des programmes jugé trop souvent complexe et inadapté aux exigences des bénéficiaires suscite un désintérêt chez les apprenants. Enfin, les crises scolaires, universitaires et l'instabilité politique entravent le fonctionnement normal de l'année scolaire.

A partir de ces résultats, deux axes d'analyses se dessinent. Le premier part du fait que même si la corruption est connue, l'identification de ses pratiques ne semble pas évidente pour celui qui s'y adonne. C'est toujours l'autre qui est indexé. Ainsi, on retient que l'insuffisance de connaissance, voire l'ignorance de la notion de corruption par les filles, est un facteur amplificateur du phénomène à l'école. Souvent, elles ne sont pas conscientes que l'acte posé soit illégal dans la mesure où tout le monde le fait, il n'y a pas de mal à faire de même.

Le second axe est lié au souci de réussite sociale. Le désir de parvenir à une position sociale meilleure ou encore de maintenir sa position dans la société surtout pour les familles riches, conduit les uns et les autres à s'adonner à cette pratique. Cette préoccupation est justifiée par les sentiments affectifs entre les parents et leur fille et le souci de voir cette dernière occuper une fonction respectable dans la société. Ainsi, quelle que soit leur (parents) classe sociale, ils se donnent les moyens d'accomplir leurs désirs par le bais des professeurs ou du personnel administratif.

Le choix est souvent porté sur la fille, parce qu'elle est vue par certaines conceptions culturelles comme un être peu méritant, qui a toujours besoin d'aide et d'assistance, car elle ne bénéficie pas des mêmes prédispositions naturelles que l'homme. Elle est toujours reléguée au second plan selon la tradition et ne doit ni apparaître ni s'afficher. Ainsi, la fille est montrée comme un être moins intelligent avec moins de capacité d'analyse que l'homme. C'est ce que confirme l'Unicef à travers une étude menée en 2000. Cet état de fait s'illustre également à travers le faible taux de filles comparativement à celui des garçons dans les écoles mixtes visitées. La fille se trouve ainsi sous-estimée. Ce sentiment pourrait créer en elle une perception d'iniquité et d'injustice sociale qui engendrerait des attitudes et des comportements d'ajustement telle que la corruption.

5- Termes puisés dans le langage populaire qui signifient : pot de vin, pourboire.

La corruption apparaît donc comme une compensation de la mauvaise performance des filles. La théorie de l'équité confirme cela en ce sens que le principe de l'équité est violé au profit de l'injustice. Cette injustice est aussi bien au niveau social (perception injuste de la fille dans la société) qu'au niveau des critères d'évaluation des élèves qu'ils soient filles ou garçons. En effet, les critères d'évaluation ne sont pas souvent uniformisés du fait de la corruption. Tandis que les uns sont évalués ou récompensés sur la base du travail fourni ou produit, les autres (très souvent les filles) le sont par rapport à des sommes versées (pot de vin), à des relations sexuelles (droit de cuissage), familiale et amicale (favoritisme). Cette conception influence la fille qui finit par croire qu'elle est un être fragile qui a besoin de soutien, de facilité dans toutes ses entreprises. Pour cela, elle n'hésite pas à passer par des moyens mêmes peu recommandés pour atteindre ses objectifs à l'image des parents, surtout la mère.

En outre, la fille subit l'influence d'autres acteurs de l'école tels que les élèves, les membres de l'administration scolaire ainsi que les secrétaires généraux, jury et surveillants de centres d'examen et même des policiers commis à la surveillance pendant les compositions. Pour ces salariés, la corruption constitue un moyen de créer l'équité par comparaison sociale à leurs collègues qui à qualité professionnelle égale sont dans le confort et l'aisance matériels et financiers à leur détriment.

La pratique de la corruption est déterminée également par l'âge de la fille, le niveau d'instruction de ses parents, leur situation sociale ainsi que la taille de la famille. En effet, les filles dont les parents sont analphabètes ou ont un niveau d'étude primaire, sont plus actives dans ce phénomène à travers le soutien surtout de la mère. Ces propos sont soutenus par Gbaguidi (2006)⁶ dans son étude sur la corruption en milieu scolaire et universitaire. Selon lui, les processus d'évaluation, les devoirs trimestriels et les examens de fin d'année font l'objet de nombreuses tractations de la part des parents, surtout des mères. Ces dernières sollicitent l'indulgence des professeurs et sont prêtes à utiliser des subterfuges lorsqu'elles sont confrontées à des résistances.

Par ailleurs, les familles nombreuses et les familles nucléaires ont une pratique de corruption beaucoup plus accentuée au-delà de 50 pourcent contrairement aux familles moyennes. Ainsi, plus la taille de la famille est grande, plus les parents ont le souci de réduire leurs charges à travers l'insertion sociale de leur progéniture. Aussi, dans les familles nucléaires, le souci de réalisation sociale des enfants conduit-il les parents à tout mettre en œuvre afin de parvenir à cette fin et de préserver l'image de la

6- Unicef (2000) : Attitudes des acteurs de l'école face à l'éducation des filles au Cameroun, Mali, Niger, Sénégal.

famille. Par contre, Samba Sow (2006)⁷ nous démontre qu'en Guinée, la course à la corruption est l'apanage des familles riches. Ces familles se livrent à cette pratique pour trouver une place au sein des universités publiques lors des examens et concours pour leurs enfants. Cela se fait par l'intermédiaire de réseaux de fonctionnaires qui aident à la falsification des notes moyennant une partie financière ou sexuelle.

Au niveau de l'âge, nous retenons que ce sont les filles de quinze à dix-neuf ans qui pratiquent le plus la corruption. Elles sont suivies par celles de vingt ans et plus et de dix à quatorze ans. Entre quinze et dix-neuf ans, période d'adolescence, la fille s'oppose à tout et se croit indépendante dans ses agissements. Elle est cependant facilement influençable par son entourage. Aussi découvre-t-elle la sexualité pour la première fois, ce qui l'expose à tous les vices, y compris la corruption. Quant à la fille de vingt ans et plus, la corruption apparaît comme une contrainte afin de se maintenir dans le système car elle est susceptible d'être renvoyée du fait de la limite d'âge. Par ailleurs, les redoublantes des classes d'examen sont plus promptes à s'adonner à la corruption tandis que dans les autres classes elle est le fait des non redoublantes. La raison évoquée pour se justifier est la peur d'un second échec qui les exposerait à l'exclusion, contrairement aux non redoublantes qui en général pratiquent la corruption par imitation à l'image des filles de la tranche d'âge de dix à quatorze ans.

Les expériences vécues par les filles en matière de corruption sont multiples. Les cas les plus récurrents sont les échanges d'argent contre des notes à l'oral pendant les examens de fin d'année. «Le professeur m'a dit à l'oral d'anglais qu'en Côte d'Ivoire, on ne parle pas l'anglais et que n'étant pas ghanéenne, pour réussir à mon examen, je devais payer.» Tels sont les propos d'une élève de la classe de troisième au lycée des jeunes filles de Yopougon. Pendant les épreuves écrites des examens, les élèves cotisent parfois pour les surveillants qui mettent à leur disposition les corrigés des épreuves. On note également « les opérations hibou » qui consistent à faire recomposer un candidat et à remplacer sa copie initiale par la nouvelle. Des réseaux de mercenaires s'organisent pour vendre les corrigés des épreuves ou même composer à la place de certains candidats à l'occasion de ces examens. Ces propos sont soutenus par les élèves lors des focus groups.

Plusieurs fois, des parents d'élèves, élèves, professeurs ou même des membres de l'administration ont proposé aux professeurs ou aux examinateurs de l'argent ou des présents pour acheter des notes, des

7- Gbaguidi A. (2006) : La corruption en milieu scolaire et universitaire. Le bulletin des organisations de la société civile béninoise (OSCB), n°6 et 9.

diplômes, des corrigés d'épreuves pendant les inscriptions ou les orientations. Un enseignant déclare à Sainte Marie: «une élève lors de ma deuxième année de fonction, m'a demandé de l'aider à avoir sa moyenne quel qu'en soit le prix». «Tout le monde le fait dans le système et celui qui ne le fait pas est taxé de méchant par son entourage,» rapporte un autre enseignant d'espagnol au lycée municipal de Yopougon. Cet autre enseignant au lycée Mamie Faitai de Bingerville déclare : « une élève est venue me voir pour transformer sa note afin qu'elle puisse être orientée. Ayant refusé, elle m'appelle au lendemain des résultats des orientations et me dit : «Monsieur, vous avez vu mon nom dans le journal ? Relation est mieux que papier», j'avais honte.»

Toutes ces expériences démontrent l'ampleur de la pratique chez la fille et les diverses formes que prend ce phénomène à l'école. Cette situation est liée à la méconnaissance du phénomène par les acteurs en général et par la fille en particulier. Ces actes qui relèvent de l'humanisme selon les acteurs n'apparaissent pas un mal à enrayer. La familiarité entre l'élève, ses parents et le personnel éducatif crée une obligation morale qui conduit à favoriser certains élèves surtout les filles. Cette familiarité entraîne une impunité fragrante à tous les niveaux rendant ainsi les décideurs impuissants face à ce phénomène. Aussi, la faiblesse des revenus et la pauvreté sapent-elles la morale du personnel éducatif qui n'hésite désormais pas à faire des propositions de corruption aux élèves ainsi qu'à leur parent. Selon Montcho (2004)⁸, la modicité des salaires réels des fonctionnaires dans de nombreux pays africains est un facteur qui encourage la corruption. Cette dernière apparaît comme un moyen pour compléter les revenus.

Les actes de corruption étant méconnus, ses moyens de lutte sont aussi ignorés des acteurs, d'où l'absence d'actions de lutte menées dans les établissements. Les actions susceptibles de parvenir à des résultats satisfaisants dans la lutte contre la corruption doivent donc prendre en compte non seulement les acteurs de l'école mais aussi la société toute entière. Il convient de mettre en œuvre des actions concertées au niveau des formateurs, de l'administration, des apprenants et des familles pour lutter contre la corruption. Ces actions doivent viser la communication pour le changement de comportements. Aussi, dans un souci de durabilité, il convient d'inclure dans la formation des enseignants et enseignés un module sur la corruption.

Une inquiétude demeure, quelle serait l'image de la société ivoirienne en général et de l'école en particulier, si rien n'est fait dans le sens de la continuité en faveur de la lutte contre la corruption ?

8- Samba Sow., 2006. La corruption. *Le quotidien la plume plus* n°10.

Bibliographie

- Association Nigérienne de Lutte contre la Corruption et Transparency International. (2004). La corruption dans l'enseignement supérieur. Bulletin des Organisations de la Société Civile (6). www.transparency.org.
- Banque Africaine de Développement. (2003). Rapport sur le développement de l'Afrique. Paris : Economica, 48-53.
- Takiou, C. (14 septembre 2006). Fraude et Corruption en Milieu Scolaire. Le MIRIA tire sur la sonnette d'alarme, Société l'Indépendant.
- Dieter, F. (1999). Promouvoir la bonne gestion. Courrier ACP-UE (77), 80.
- Djiré, D. (2005). Corruption à l'école. L'Observateur de l'OCDE (246/247), décembre 2004/ janvier 2005.
- Ezoua, P. (1999). Résistons à la corruption. Abidjan: C.P.E.
- Fischer, G-N. (1996). Les concepts fondamentaux de la psychologie sociale. Paris : Dunod.
- Gbaguidi, A. (2006). La corruption en milieu scolaire et universitaire. Le Bulletin des Organisations de la société Civile Béninoise (6,9).
- Henintsoa, A. (27 octobre 2006). Affaire de corruption, les sages-femmes évoquent le partage des responsabilités. L'Express, Quotidien d'Information et d'Analyse (3541).
- Kaufman, D. (2004). Corruption, Governance and Security: Challenges for the Rich Countries and the world. Global Competitiveness Report. Macmillan.
- Lanoue, E. (2000). La presse catholique et l'éducation : Les représentations contrastées de l'école et de la jeunesse en Côte-d'Ivoire. Djéliba et La Nouvelle, 1974 à 2000.
- Montcho, M. (2004). Analyse des déterminants de la corruption : quelques évidences théoriques et empiriques. Mémoire de DESS. UFR SEG CIREs.
- Rapport sur le Développement Humain (2003). Corruption et Développement Humain du programme des Nations Unies. Burkina Faso, 22-119.
- Razafindrakoto, Razafimamonjy, Razafindrazaka. & Roubaud. (2005). Gouvernance et corruption à Madagascar : perception et réalité. Enquête Afrobaromettre, Ministère de la Justice, Madagascar.
- Réseau National de Lutte Anti-Corruption (2005). Lutte contre la corruption au Burkina Faso. Quotidien Le Pays (3508). Les Editions : Le Pays.
- SOW, Samba. M. (2006). La corruption. Le Quotidien La Plume Plus (10).
- Tetchiada, S. (2004). La corruption et la désaffection des enseignants minent l'école. Inter Press Service News Agency : Yaoundé.

Transparency International. (30 mars 2006). Etudes sur les termes utilisées pour désigner la corruption Cameroun. Gouvernement du Cameroun.

UNICEF. (2007). Rapport du Programme Education de l'Unicef en Côte d'Ivoire.

UNICEF. (2000). Attitudes des acteurs de l'école face à l'éducation des filles au Cameroun, Mali, Niger, Sénégal.